

Le calvaire routier qui épuise les citoyens

# L'Algérie asphyxiée par les bouchons

Page 4

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3691 - Lundi 12 octobre 2015 - Prix : 10 DA

Accord préférentiel Algérie-Tunisie

### Net déficit commercial hors hydrocarbures

Page 5

Mobilisation face à la crise économique

## Le patronat pour un consensus dans la tripartite

Page 3

### Quel cycle pour quelle crise ?

Par Mohamed Habili

Comme la crise a jalonné l'histoire du capitalisme, certains économistes ont fini par admettre qu'elle n'est pas à chaque fois un accident de parcours, une contingence, à ce titre consécutive à un choc extérieur, mais au contraire quelque chose d'inhérent à ce mode de production, d'inéluctable et de périodique par conséquent. Marx n'a pas été le premier à arriver à cette conclusion mais il a été le premier à montrer comment dans la phase de prospérité se créent les conditions de la phase suivante de dépression. Il est allé jusqu'à déceler le rythme, la période de cette oscillation-respiration : une décennie. Ce que plus tard on appellera le cycle Juglar, pour en particulier le distinguer d'autres cycles, dont au premier chef celui de Kondratieff, le plus long de tous, et qui lui correspond à un changement d'époque, commandé en règle générale par une révolution technologique. Dès lors, la crise a cessé d'être un désordre isolé, une perturbation passagère, une singularité, pour devenir un moment de retournement, compris entre un essor et un repli, entre une expansion et une récession, entre une phase de forte croissance et une autre de décroissance. La notion de crise s'est du même coup effacée devant celle de cycle économique.

Suite en page 3

### «Instructions fermes» du général-major Nouba aux troupes de la Gendarmerie nationale

# Tout pour sécuriser les frontières



PH > D. R.

La bande frontalière sud du pays est la préoccupation première des hautes autorités sécuritaires nationales. Devant la menace terroriste, le crime organisé et le trafic de drogue, les services de la Gendarmerie nationale qui se tiennent sur leurs gardes le long des frontières sont appelés à plus d'efforts afin de garantir la sécurité et la tranquillité publiques dans ces régions.

Lire page 2

PROMO  
DJEZZY CONNECT  
WIFI

DJEZZY CONNECT DISPONIBLE EN BOUTIQUE

\*crédit bonus valable 2 mois  
Valable pour souscrire aux offres 3G+ de Djezzy en composant le\*707#.  
Promotion valable 30 jours dans toutes les wilayas couvertes par la 3G+ dans la limite des stocks disponibles. Pack sans engagement.

www.djezzy.dz



+

GRATUIT  
5980 DA  
DE CRÉDIT DATA\*

+



PACK SPÉCIAL ÉTUDIANTS  
AU PRIX DE : 2990 DA

مرحبا بالفد

DJEZZY  
جازي

«Instructions fermes» du général-major Nouba aux troupes de la Gendarmerie nationale

## Tout pour sécuriser les frontières

■ La bande frontalière sud du pays est la préoccupation première des hautes autorités sécuritaires nationales. Devant la menace terroriste, le crime organisé et le trafic de drogue, les services de la Gendarmerie nationale qui se tiennent sur leurs gardes le long des frontières sont appelés à plus d'efforts afin de garantir la sécurité et la tranquillité publiques dans ces régions.

Par Louiza Ait Ramdane

En visite, hier, dans les wilayas du sud-ouest, le chef de la Gendarmerie nationale a appelé ses troupes au renforcement de la sécurité sur les frontières, en donnant des «instructions fermes» au déploiement des unités, pour la préservation de la frontière contre les intrusions des groupes armés et les phénomènes subversifs sur le sol algérien. D'autre part, la sécurité et la tranquillité publiques dans lesdites wilayas sont les missions auxquelles seront affectés les éléments de la gendarmerie dans un rôle plus musclé et veilleur à la fois. C'est du moins ce qui est affirmé dans un communiqué rendu public, hier, émanant du commandement de la GN.

Lors de sa virée dans la plus grande wilaya du pays, le général-major a notamment procédé à l'installation du colonel Ali Ouelhadj Yahia, à la tête du 3<sup>e</sup> Commandement régional de Béchar, en présence des autorités militaires, civiles et judiciaires de la wilaya. Et pour s'assurer de la bonne exécution des missions dans cette région, le haut gradé militaire n'a pas hésité à supervi-

ser les mesures de sécurité prises dans le cadre de la sécurisation de la bande frontalière et du travail de coordination mené entre différents services de sécurité inhérent à l'opérabilité. En outre, le haut responsable sécuritaire a fait le point de la situation concernant la sécurité des habitants, des cités urbaines, du réseau routier de la région ainsi que des biens publics et privés.

En effet, face aux phénomènes complexes présents sur la bande frontalière de la grande région du Sud dont la multiplicité est due aux conflits armés prévalant dans les pays voisins, tels que l'instabilité avérée dans les territoires mitoyens à l'Algérie, comme c'est le cas en Libye et au Mali, la mobilisation de tous les services de sécurité s'impose. Et ce n'est pas tant la présence massive des services de sécurité qui mènent une lutte acharnée contre la criminalité transfrontalière et l'émigration clandestine qui est en soi décriée. Mais le besoin de renforcer les unités d'intervention de la gendarmerie qui s'impose.

D'ailleurs, à ce titre, le premier responsable du commandement de la GN a appelé ses unités à consentir plus d'efforts afin de garantir la sécurité et la tranquillité publiques dans lesdites wilayas, tout en insistant sur la



Le général-major Menad Nouba

nécessité de rendre un service public de qualité et d'activer le travail de proximité au profit des citoyens, de renforcer les unités opérationnelles constituées de différentes structures de la GN. Le général-major Nouba a insisté également sur la sécurisation des régions touristiques et d'autres régions visitées par des touristes algériens et étrangers.

Le haut responsable sécuritaire a appelé également à garantir la sécurité des travailleurs étrangers exerçant dans les différentes sociétés des wilayas du

sud-ouest, la sécurité des touristes étrangers et algériens pour contribuer à la dynamique du mouvement commercial et économique de la région.

Par ailleurs, le même responsable a inspecté le siège du groupement de la GN et plusieurs unités des gardes-frontières de Tindouf, comme il s'est enquis sur les dispositifs déployés sur ces unités dans la région dans le domaine de la gestion des frontières, la lutte contre le crime transfrontalier, et a inspecté le projet de réalisation

de l'unité de soutien de la GN à Tindouf. Pour rappel, la GN des wilayas du sud-ouest a été renforcée, durant les 9 premiers mois de l'année 2015, par plusieurs unités pour une plus grande présence sur le terrain afin de fournir un service public «performant» au profit des citoyens sur le territoire de compétence de la GN.

Les travaux de réalisation de nouvelles unités seront achevés avant la fin décembre 2015, conclut le communiqué du commandement de la GN. L. A. R.

Sûreté

### Réalisation de plus de 500 postes de police en cinq ans

PRÈS DE 500 postes de police ont été réalisés durant les cinq dernières années pour assurer une meilleure couverture sécuritaire et «s'adapter au développement du tissu urbanistique que connaissent les différentes wilayas du pays», a indiqué hier un communiqué de la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

«504 postes de police ont été réalisés durant les cinq dernières années pour assurer une meilleure couverture sécuritaire dans le cadre de la protection des droits des personnes et des biens et s'adapter au développement du tissu urbanistique que connaissent les différentes wilayas du pays, à l'instar de l'intensification de la couverture sécuritaire le long des régions frontalières et la réalisation de structures socioprofessionnelles au profit des employés de la Sûreté nationale», précise la même source. Au niveau continental, les efforts de la DGSN ont été couronnés par la mise en place d'une instance sécuritaire régionale, en l'occurrence la Police africaine «Afripol» dont le siège sera inauguré en 2016 à Alger.

Anis G./APS

Groupe Imetal

### Plusieurs projets de partenariat en négociations avec des firmes étrangères

Le groupe public Industries métallurgiques et sidérurgiques (Imetal) est en négociation avec des partenaires étrangers pour des partenariats dans les activités minières et d'autres branches comme la tuberie et l'aciérie, a déclaré hier le P-dg de ce groupe, Kamel Djoudi.

S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, M. Djoudi a indiqué que son groupe négocie avec des partenaires chinois pour développer le gisement de Gara Djebilet (Tindouf) qui recèle d'importantes réserves en minerai de fer.

«Les Chinois s'intéressent beaucoup à ce gisement. Nous sommes actuellement en négociations avec plusieurs partenaires pour créer un consortium pour prendre en charge ce gisement», a-t-il précisé, estimant que ce domaine (mines) était un secteur «très pointu» que les Algériens ne pouvaient pas développer tous seuls et où un partenariat avec les étrangers était nécessaire.

Le P-dg d'Imetal a ajouté, dans ce sens, que son groupe misait beaucoup sur le développement des mines du fait qu'il soit un secteur «intimement lié à la sidérurgie», une priorité du gouvernement pour relancer l'industrie nationale.

Récemment, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdessalam Bouchouareb, avait relevé que le gisement de Gara Djebilet constituait une «priorité» du gouvernement du fait que c'est un projet structurant en termes de création d'emplois, de sécurisation des approvisionnements internes et des possibilités d'exportation.

Concernant l'acier, M. Djoudi a indiqué que le groupe était en cours de discussions avec un partenaire indien pour créer une aciérie dédiée spécialement au secteur des transports ferroviaires (rails).

«Nous étions récemment en réunion avec le ministère des Transports et nous avons estimé les besoins du marché national du rail à 1,5 million de tonnes d'acier. Notre objectif est de créer une aciérie spécialement pour satisfaire ces besoins», a-t-il soutenu, rappelant que l'Algérie importe annuellement de 6 à 7 millions de tonnes/an d'acier pour 7 milliards de dollars.

Dans le domaine de la tuberie, le groupe public compte conclure un contrat avec des opérateurs émiratis afin de développer cette activité.

En somme, le groupe Imetal, composé de 70 entreprises exerçant sur trois grands secteurs (sidérurgie, métallurgie et construction métallique), compte redéployer sa stratégie pour développer ces secteurs qui constituent une priorité du gouvernement.

Pour ce faire, le groupe est convenu la semaine dernière avec l'indien ArcelorMittal sur un schéma d'accord pour la restructuration de l'actionariat des 3 sociétés ArcelorMittal Algérie, ArcelorMittal Pipes and Tubes Algeria et ArcelorMittal Tebessa.

Cette restructuration «s'inscrit dans le cadre de la volonté du gouvernement algérien d'assurer la promotion et le développement de l'industrie sidérurgique nationale et de contribuer positivement à son objectif de promouvoir l'autosuffisance en acier», avait

expliqué le ministère dans un communiqué, notant que cette reconfiguration s'inscrivait également dans le cadre de l'optimisation du portefeuille d'actifs d'ArcelorMittal.

Dans cette configuration, ArcelorMittal transfèrera ses participations minoritaires dans les deux sociétés ArcelorMittal Algérie (AMA) et ArcelorMittal Tebessa (AMT) ainsi que sa participation majoritaire dans ArcelorMittal Pipes and Tubes Algeria (AMPAT) à la partie algérienne qui contrôlera, de ce fait, pleinement ces sociétés.

Les deux parties doivent finaliser cet accord dans les prochaines semaines, pour renforcer le plan de développement des trois plateformes industrielles : le complexe d'El Hadjar, la tuberie et l'exploitation minière à Tebessa et leur pérennité sur le long terme.

A ce propos, le P-dg d'Imetal a indiqué que cette opération n'était pas une «nationalisation» ni une «renationalisation» de l'usine d'El Hadjar.

«C'est simplement un rachat d'actions conclu après une série de négociations entre les deux groupes (Imetal et ArcelorMittal) qui recherchaient tous les deux à se restructurer».

M. Djoudi a réaffirmé que l'Etat n'allait pas intervenir sur le programme d'investissement du groupe. «Imetal va financer ses investissements à travers des crédits bancaires», a-t-il dit, assurant que tous les postes d'emploi sur les trois sociétés allaient être préservés et même renforcés à travers de nouveaux recrutements.

Siham L./APS

Mobilisation face à la crise économique

# Le patronat pour un consensus dans la tripartite

■ Pour le Forum des chefs d'entreprises (FCE), cette tripartite constitue «une rencontre extrêmement importante dans le contexte d'une situation économique et financière difficile qui impose un dialogue, un rapprochement et un consensus entre les autorités, le patronat et le syndicat sur les réformes structurelles à engager afin d'assurer une transition économique».

Par Yanis G.

Les organisations patronales préconisent un consensus et une mobilisation de toutes les parties de la tripartite, dont la réunion se tiendra mercredi à Biskra, face à la crise économique et à l'urgence de la relance de l'appareil industriel.

Ces organisations sont unanimes quant au caractère «particulier» et «spécial» de la tenue de cette tripartite (gouvernement-patronat-syndicat) qui devrait sortir avec des solutions et actions «concrètes» de nature à juguler les effets de cette crise, relancer l'industrie et diversifier l'économie.

Dans ce contexte, aller vers un consensus et une approche commune entre le gouvernement, le patronat et le syndicat devient plus qu'une nécessité afin de permettre à l'Algérie, qui possède toujours une marge de manœuvre, de surmonter cette conjoncture, soulignent à l'APS les représentants de ces organisations patronales.

Pour le Forum des chefs d'entreprises (FCE), cette tripartite constitue «une rencontre extrêmement importante dans le contexte d'une situation économique et financière difficile qui impose un dialogue, un rapprochement et un consensus entre les autorités, le patronat et le syndicat sur les réformes structurelles à engager afin d'assurer une transition économique».

Dans ce cadre, le vice-président du FCE, Salah-Eddine Abdessemed, voit dans la gouvernance économique centrale et locale ainsi que dans la coordination entre les différents secteurs économiques une nécessité, et ce, en vue de mobiliser l'ensemble des potentialités et de réaliser ce défi.



PH/DR

«Je pense que la gouvernance est primordiale dans ce contexte de crise car nous manquons de temps», soutient-il tout en insistant également sur l'importance d'une «confiance durable» entre toutes les parties pour atteindre l'objectif escompté.

## Appliquer le Pacte économique et social de croissance

«Au niveau politique, il existe une volonté qui a montré le cap de cette transition à travers le Pacte économique et social de croissance de 2013, mais les engagements des trois parties n'ont pas pu créer beaucoup d'entreprises pour affronter la crise actuelle du fait de la non-application de toutes les décisions», observe le même représentant du FCE.

A cet effet, il appelle notamment à l'application effective

des décisions prises lors des précédentes tripartites mais aussi à la modification de certains aspects de ce Pacte pour s'adapter au contexte actuel.

La Confédération nationale du patronat algérien (CNPA) relève également l'importance de la prochaine réunion de la tripartite dans la mesure où elle permettra aux parties prenantes de s'accorder, selon cette organisation, sur les solutions permettant à l'Algérie d'affronter la situation économique «critique» et «délicate» qu'elle traverse.

Selon son président, Mohamed-Saïd Naït Abdelaziz, la sortie de cette crise nécessite la mobilisation de toutes les parties qui doivent dégager de la tripartite un «consensus» sur la démarche à entreprendre et une «vision claire» sur les perspectives à court et moyen terme.

Il appelle, à cet effet, à l'application des actions et des décisions déjà prises, dont notam-

ment celles contenues dans le Pacte économique et social de croissance. «Ça suffit des plaintes. Nous ne sommes pas là (à la tripartite) pour parler mais pour exécuter. Il faut trouver des solutions aux problèmes de fond car nous connaissons déjà les avis et les positions des uns et des autres», exhorte-t-il.

«Nous appelons à des solutions concrètes et à l'application effective des décisions déjà prises», insiste M. Naït Abdelaziz qui considère que l'Algérie possède encore les potentialités et une marge de manœuvre pour atteindre ses objectifs économiques et sociaux.

Il estime, par ailleurs, qu'une «jonction réelle» entre un secteur public, avec ses potentialités importantes, et un secteur privé possédant une vision et une mobilité dans le monde des affaires ainsi que l'apport des investissements étrangers, est le seul moyen pour relancer l'industrie et créer les richesses et l'emploi.

De son côté, la Confédération algérienne du patronat (CAP) réclame aussi l'application des décisions prises et les engagements de toutes les parties, notamment ceux contenus dans le Pacte économique et social de croissance.

«En Algérie, nous avons un bon nombre de dispositions légales et réglementaires mais au niveau de leur mise en œuvre ça ne fonctionne pas», estime le président de la CAP, Boualem M'rakech.

Quant à la Confédération générale du patronat algérien (CGEA), son président, Habib Youssi appelle à une «relation de confiance» entre le gouvernement et le patronat comme condition de réussite de toute stratégie économique.

Y. G./APS

Marché des fruits et légumes

## Belaib : «La maîtrise des marchés de gros», passage obligé



Bakhti Belaib

Le ministre du Commerce, Bakhti Belaib, a indiqué, hier à Oran, que la maîtrise du marché des fruits et légumes dépend largement de la maîtrise des marchés de gros.

En visitant le nouveau marché de gros d'El Kerma, le ministre du Commerce a indiqué, à ce titre, que 10 marchés de gros sont en cours de réalisation dans de différentes régions du pays et seront réceptionnés dans moins d'une année. «Maîtriser les marchés de gros et leur contrôle régulier et rigoureux permettra de mieux appréhender et de mieux gérer le marché des fruits et légumes dans son ensemble, un

autre des perturbations», a-t-il assuré, soulignant qu'il sera alors loisible de penser à exporter les produits agricoles algériens. Le marché de gros d'El Kerma a démarré ses activités en juin 2012. Il comprend 240 locaux et 20 chambres froides. Quelque 213 mandataires travaillent dans ce marché qui emploie 500 ouvriers et accueille 350 transporteurs et entre 100 et 300 agriculteurs par jour.

Il est à signaler, en outre, qu'un marché à bestiaux et un autre de véhicules ont été ouverts au niveau d'espaces attenants au marché de gros.

R. N.

LA QUESTION DU JOUR

## Quel cycle pour quelle crise ?

Suite de la page une

Qu'en est-il de la crise d'aujourd'hui, c'est-à-dire de celle qui a pris naissance en 2008 sur le marché hypothécaire américain, dont plus d'une fois la fin a été annoncée, mais dont de plus en plus on convient que loin de refluer elle continue au contraire sur sa lancée ? Si elle appartenait à un cycle décennal, c'est-à-dire si elle était une de ces crises qui ont rythmé l'histoire du capitalisme, qui ont même permis son développement, elle se serait déjà retournée. La reprise serait dans ce cas une réalité tangible, depuis quelque temps déjà observable par tout le monde, quoique sans doute inégalement répartie entre les pays. Serait-ce alors qu'elle appartenait à un cycle plus long ? A un cycle Kondratieff ? Dans ce cas, il faut s'armer de patience, parce qu'un Kondratieff c'est entre cinq et six Juglar. Or il y a plus difficile encore à démêler : une combinaison des deux, un Kondratieff caché dans un Juglar, ou vice-versa. Ce qui soit dit en passant n'est pas l'exception mais la règle, étant donné les différences de périodicité de ces cycles. Des économistes de renom, dont Lawrence Summers, vont plus loin encore, n'hésitant plus à parler de stagnation séculaire, c'est-à-dire en somme d'un cycle plus long encore, équivalent à peu près à deux Kondratieff. L. Summers a occupé d'importantes fonctions, il a été ministre des Finances et conseiller du président Obama. Il vient de publier une tribune au *Washington Post* qu'il a intitulée : *The global economy is in serious danger*, où il déconseille vivement aux autorités monétaires des grandes économies, réunies en ce moment à Lima au Pérou, de prendre des mesures fondées sur l'idée que la crise est derrière nous, car la réalité montre que c'est tout le contraire qui est vrai. Et qu'il faut plutôt s'attendre à des aggravations. Avec tout le respect que l'on doit à la compétence de L. Summers, on peut peut-être voir les choses différemment, et dire que ce sont les mesures que lui-même et d'autres ont préconisé contre la crise, et qui du reste ont été pour l'essentiel retenues par les décideurs, qui tendent à la prolonger dans le temps. Peut-être qu'en elle-même elle appartenait à un cycle Juglar, et qu'elle se serait déjà renversée si on l'avait laissé produire tous ses effets... destructeurs. Il fallait peut-être la laisser accomplir son travail d'assainissement et de purge. Son travail de crise, somme toute. Ne pas chercher à contrarier son cours, car plus tôt elle aura taillé dans le mort et le vif plus tôt seront apparues les conditions de son dépassement. A en croire tout au moins le courant dominant parmi les économistes.

M. H.

## Ghardaïa Plus de 3 000 hectares réservés à la céréaliculture

UNE SUPERFICIE globale de 3 075 hectares a été réservée à la céréaliculture, dans la wilaya de Ghardaïa, au titre de la saison agricole 2015-2016, a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

Une surface de 2 785 ha irriguée sous pivots sera ensemencée en blé dur, 260 ha en orge et 30 ha en avoine au niveau des exploitations agricoles des régions de Hassi-Lefhal, Hassi-Ghanem, Hassi El-Gara et El-Menea (sud de la wilaya), riches en potentialités hydriques, a indiqué à l'APS le DSA, Ali Bendjoudi. La campagne labours-semaillages 2015-2016 qui s'annonce sous de bons auspices, à travers la wilaya, est marquée par une hausse «considérable» de la superficie à emblaver sous pivot, soit une superficie de 3 075 ha consacrée à la céréaliculture, contre 2 137 ha lors de la saison 2014-2015, a-t-il signalé. Cette extension de la superficie destinée aux cultures céréalières sous pivot s'est effectuée suite à une sensibilisation soutenue sur l'importance de la filière stratégique et à la mise en valeur de nouveaux périmètres agricoles dans la partie sud de la wilaya, a expliqué le même responsable.

Dans les zones arides et semi-arides caractérisées par une faible pluviométrie, l'irrigation sous pivot et l'initiation aux techniques culturales constituent les moyens essentiels pour stabiliser les rendements à un niveau assez élevé en matière de céréaliculture, a souligné M. Bendjoudi.

Pour garantir une meilleure saison agricole, la DSA a organisé jeudi dernier à El-Menea une journée de sensibilisation au profit des agriculteurs de la région pour leur expliquer l'itinéraire technique et les méthodes d'entretien des cultures céréalières, à travers la lutte contre les herbes nuisibles et la fertilisation des sols.

Conscients de l'importance à accorder aux différentes filières de cultures stratégiques, notamment la céréaliculture, la DSA a annoncé la création d'un club de soixante céréaliculteurs dont les rendements atteignent, voire dépassent, les 60 quintaux à l'hectare.

La wilaya de Ghardaïa a enregistré, en 2015, une production de près de 90 000 quintaux de céréales sur une superficie emblavée de 2 135 hectares.

Kamel L.

Le calvaire routier qui épuise les citoyens

# L'Algérie asphyxiée par les bouchons

■ La circulation dans les grandes villes du pays est devenue infernale. Des bouchons permanents qui se forment quotidiennement, deviennent un calvaire pour les milliers d'automobilistes empruntant ces tronçons, notamment aux heures de pointe.



Par Thinhinene Khouchi

Ce ne sont plus les bouchons d'avant, aujourd'hui on trouve la circulation même en dehors des heures de pointe. L'anarchie gagne de plus en plus nos routes et laisse les automobilistes se débrouiller comme ils peuvent. Dans certaines rues en l'absence de panneaux de signalisation routière, tels un «stop» ou un «cédez le passage», la priorité revient souvent aux plus... débrouillards. Les usagers des grandes villes sont alors soumis tout au long de la journée à de longues files d'attente. Sachant qu'en Algérie, le litre d'essence ou de gas-oil est vendu en

moyenne quatre fois moins cher qu'au Maroc et même deux fois moins cher qu'au Qatar, qui dispose pourtant de près de 2 siècles de réserves d'hydrocarbures, elle connaît depuis un moment une vraie crise routière. Un père de famille qui a l'habitude d'emprunter le chemin qui relie Staouéli à Tafourah dit ne plus supporter ce calvaire. «C'est lamentable, je fais plus de deux heures pour rejoindre mon bureau à Tafourah, un trajet qui ne doit même pas prendre 20 minutes». Il ajoute que durant les heures de pointe c'est plus grave car il faut compter plus de trois heures et si par malheur un accident s'invite à cette tragédie

routière, il faut compter entre trois et trois heures et demi pour rentrer chez soi. Certains citoyens changent de résidences de luxe contre de simples appartements dans des places qui ont un accès plus ou moins facile, juste pour éviter les longues heures de circulation. Ces bouchons sont la plupart du temps causés par les automobilistes qui se permettent de stationner n'importe où et de la façon dont ils veulent. Les accidents, la structure de nos routes et l'état dans lequel elles se trouvent sont à l'origine de ce phénomène connu dans le monde entier. «Ce n'est plus possible, ça devient de plus en plus grave,

pour un trajet de 10 minutes il faut compter plus d'une heure. J'habite à Chevalley et je travaille à El Biar, normalement 15 minutes me suffisent pour rejoindre mon travail, mais je fais chaque jour plus d'une heure pour y parvenir», nous confie un jeune architecte qui subit chaque jour la fameuse circulation avant d'ajouter : «Le stationnement illégal des citoyens est en grande partie la cause de ces bouchons interminables. La structure des ruelles et des rues joue un rôle essentiel dans ce calvaire qu'on doit malheureusement subir à chaque fois qu'on quitte nos maisons».

T. K.

Des bouchons interminables sur nos routes

## Le martyr au quotidien

De façon journalière les usagers de la route sont confrontés au cauchemar des bouchons. Des files de plusieurs kilomètres se produisent matin et soir, une situation qui engendre le stress et les infractions en l'absence d'alternative de transport convenable.

Les pics de bouchons font désormais partie du décor sur nos routes, obligeant ainsi les automobilistes à enfreindre le code. Une situation chaotique que vivent les usagers durant plusieurs heures, matin et chaque soir, surtout aux heures de pointe. Les voitures sont au point mort ou circulent au rythme de la tortue. A titre d'exemple, Alger, la plus grande ville du pays, est quotidiennement confrontée au problème de la circulation routière. La ville s'est réveillée hier avec des bouchons de plusieurs kilomètres sur certaines routes. Le cauchemar des automobilistes s'est généralisé sur toutes les voies menant vers la capitale, à savoir les raccour-

cis, les bretelles et les routes nationales. Des lignes interminables de voitures garées les unes à côté des autres. Plusieurs causes expliquent cette situation, notamment l'absence d'alternatives pour les usagers de la route, surtout ceux qui affluent des wilayas limitrophes d'Alger. A signaler que le train, qui est un moyen de transport d'une grande importance, relie le centre de la capitale aux autres banlieues de façon très modeste. Un autre problème réside dans certaines communes de la capitale : elles ne sont pas desservies par le transport public, et dans certains cas le diktat des transporteurs privés complique la circulation. A Alger, l'autoroute numéro 5, accès principal conduisant vers la capitale, a été paralysée durant plusieurs heures durant la matinée d'hier. Un chauffeur de bus nous a déclaré avoir démarré de Koléa vers 8 heures et être arrivé à Tafourah aux alentours de midi, soit 4 heures de trajet. «Je pensais que des accidents avaient eu lieu

sur les routes, ce qui a dû bloquer l'accès, mais finalement rien d'important». Face à ce calvaire, certains chauffeurs se voient alors dans l'obligation d'enfreindre le code de la route. Ligne jaune, sens interdit, doublement sur des voies interdites... ne figurent pas dans les calculs des chauffeurs pressés. Toutes ces infractions ont eu lieu hier sur les routes de la capitale, principalement justifiées par la lenteur de la circulation. Les voitures de service, à l'instar des ambulances, n'ont aucune chance de passer malgré l'urgence, elles doivent suivre le même rythme que les autres en dépit de la priorité qui leur est accordée puisque les bandes d'arrêt d'urgence étaient comme les autres saturées. La majorité des automobilistes interrogés sur l'utilisation fréquente de la voiture ont répondu qu'ils voudraient bien ne pas s'en servir s'il existait un meilleur système de transport public.

Mohamed Mabkhout

Accord préférentiel Algérie-Tunisie

# Net déficit commercial hors hydrocarbures

■ Une première évaluation de l'accord préférentiel entre l'Algérie et la Tunisie, entré en vigueur en 2014, indique une balance commerciale excédentaire en faveur de l'Algérie mais un net déficit pour ses échanges hors hydrocarbures, a appris l'APS auprès de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex).



Phs.D.R.

Par Islam H.

**E**n 2014, les échanges commerciaux entre les deux pays se sont établis à 2,1 milliards de dollars (même montant en 2013), mais l'excédent commercial de l'Algérie a reculé de près de 100 millions de dollars pour se chiffrer à un milliard de dollars (contre 1,1 milliard de dollars en 2013) en raison d'une hausse de ses importations et d'une baisse de ses exportations avec la Tunisie. Les exportations algériennes vers la Tunisie, compo-

sées essentiellement des hydrocarbures, ont reculé à 1,5 milliard de dollars (-4,5%), tandis que les importations se sont établies à 516,6 millions de dollars (+4,5%). Ce recul des exportations s'explique par la baisse des prix du pétrole, précise Algex dans son premier bilan de cet accord préférentiel. Mais hors hydrocarbures, la balance commerciale algérienne a accusé un déficit qui s'est chiffré à 445,2 millions de dollars en 2014 (contre 450 millions de dollars en 2013). L'Algérie a exporté vers la Tunisie pour 71,4 millions de dol-

lars de biens hors hydrocarbures (HH) et a importé auprès de ce pays pour 516,6 millions de dollars. Représentant près de 60% des ventes HH algériennes vers la Tunisie, les exportations des produits agricoles de l'Algérie sont passées de 6,4 millions de dollars en 2013 à 42,7 millions de dollars en 2014, tirées principalement par une forte progression des ventes de sucre blanc. En effet, l'Algérie a exporté vers la Tunisie une quantité de 76 000 tonnes (t) de sucre blanc, dont 5 000 t en exonération des droits de douane, pour un montant de

37,2 millions de dollars en 2014 (contre 3,6 millions de dollars en 2013). «Depuis la signature de l'accord préférentiel, les exportations algériennes de produits contingentés ont enregistré des hausses constantes dépassant dans leur majorité les quotas fixés», relève l'analyse. A titre indicatif, le sucre (37,2 millions de dollars), l'oignon (1,9 million de dollars) et les eaux minérales et boissons non alcoolisées (1,7 million de dollars) ont dépassé les quotas respectivement de 1 020%, de 274% et de 2 338%. «Ce qui dénote le potentiel à l'exportation vers la Tunisie en ces produits qui sont compétitifs malgré le paiement de droits et de taxes», note l'étude. Quant aux exportations des dattes «Deglet Nour», elles ont atteint 50 000 dollars en 2014. A l'inverse, les exportations de produits industriels vers la Tunisie ont diminué de 20% pour s'établir à 27,4 millions de dollars. Cette baisse a été enregistrée notamment pour le verre plat, les dérivés sulfonés, les articles d'emballage en plastique et les demi-produits en fer ou en acier non alliés. Les exportations algériennes de produits de pêche vers la Tunisie ont également régressé de 26% en se chiffrant à 1,2 million de dollars. Pour ce qui concerne les importations algériennes, elles ont augmenté de 4,5% pour une valeur de 516,6 millions de dollars dont les produits industriels se sont chiffrés à 478 millions de dollars (92,5% des importations depuis la Tunisie), soit une haus-

se de 4,4% par rapport à 2013. Parmi ces produits industriels figure le ciment avec des importations algériennes de 90,3 millions de dollars (hausse de 80% par rapport à 2013), soit 17% du total du ciment importé par l'Algérie en 2014 contre 10,5% en 2013 et 7% en 2012, ce qui dénote une évolution constante durant les trois dernières années et une amplification suite à la mise en œuvre de cet accord.

Avec une hausse de 35%, la seconde place des importations de produits industriels en provenance de Tunisie revient aux phosphates pour une valeur de 35,7 millions de dollars. Quant aux produits agricoles et agroalimentaires importés auprès du même pays, leur valeur a atteint 32,6 millions de dollars en 2014 contre 34,6 millions de dollars en 2013, en baisse de 6%. Parmi ces produits, figurent la halva turc pour 5,3 millions de dollars, les biscuits pour 2,4 millions de dollars, les graisses et huiles végétales pour 2,2 millions de dollars et les gommes à mâcher (chewing-gum) pour 1 million de dollars.

Durant l'année 2014, les importations des produits de la pêche en provenance de Tunisie se sont évaluées à 6 millions de dollars contre 1 million de dollars en 2013, une tendance à la hausse surtout marquée pour les poissons en conserves pour une valeur de 5,3 millions de dollars contre 0,3 million de dollars en 2013.

I. H./APS

Assemblée annuelle du FMI et de la BM à Lima

## Intense activité du ministre des Finances

**L**e ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, a eu une intense activité lors des travaux des assemblées annuelles de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI) qui se tiennent à Lima (Pérou), (7-11 octobre), indique samedi un communiqué du ministère. M. Benkhalfa a pris part à la réunion du groupe des Vingt-quatre pour les questions monétaires et le développement (G24) dédiée principalement à la thématique du financement pour le développement et les infrastructures. S'appuyant sur les conclusions de la conférence d'Addis-Abeba tenue en juin 2015, le ministre a mis en avant «les efforts déployés par les pays africains en matière de gouvernance et de mobilisation des ressources de financement dans le cadre des initiatives du NEPAD», indique le communiqué. M. Benkhalfa s'est également attardé sur «l'action concrète et permanente de solidarité de l'Algérie à l'égard des pays africains». Lors de cette réunion, le président de la BM et la directrice générale du FMI «ont confirmé l'intérêt de leurs institutions respectives pour contribuer aux programmes économiques engagés par l'Algérie comme pays pivot de la région», souligne le ministère des Finances. A la séance plénière des assemblées

annuelles des deux institutions financières comme aux réunions du Comité monétaire et financier international (CMFI) et du Comité de développement (CD), les discussions se sont focalisées sur les tendances de l'économie mondiale, les incertitudes qui la caractérisent (une reprise économique faible, une volatilité amplifiée sur les marchés financiers, une faiblesse des cours des matières premières) et l'impératif pour les pays producteurs de matières premières et d'hydrocarbures de réajuster leur démarche et politique économique, selon la même source. Les mesures prises par les pays touchés par cette crise et l'appui assuré par le FMI ont été également au cœur des débats. Globalement, trois axes directeurs ont émergé comme objectifs prioritaires lors de ces réunions. Il s'agit de «la croissance inclusive, de l'exigence d'un ciblage des politiques de solidarité sociale et de soutien et l'impératif d'accroître les investissements, mettant à profit les capitaux nationaux et internationaux dans les projets à forte efficacité économique». Le ministre des Finances a pris part également à la table ronde sur la nouvelle stratégie de la BM pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) et qui a pour objectif de reconstruire les infrastructures dans les pays touchés par les bouleversements et

de faire face à la crise aigue des réfugiés.

Sur le plan multilatéral, M. Benkhalfa, en sa qualité de gouverneur de l'Algérie auprès du groupe de la Banque mondiale, a eu des entretiens avec Hafez Ghanem, vice-président pour la région MENA à la BM.

### L'amélioration du climat des affaires en Algérie soulignée

M. Benkhalfa a indiqué, à cette occasion, que l'Algérie «s'attelle actuellement à réaliser un nombre important d'actions de réforme et de modernisation visant l'amélioration continue de son climat des affaires» tout en souhaitant que «les partenaires multilatéraux de l'Algérie valorisent cette avancée au niveau des classements internationaux». Pour sa part M. Ghanem a exprimé «une appréciation positive sur les mesures et dispositions engagées par le pays visant la rationalisation budgétaire, un meilleur recouvrement de l'impôt et l'amélioration des dispositifs pour encourager plus l'investissement et la mise en place de mécanismes adaptés pour l'inclusion du secteur informel», précise le communiqué. Il a également indiqué qu'à ce stade, «le défi consiste à optimiser les acquis des investissements réalisés pour en faire des bases de génération d'une

croissance de meilleure qualité, impliquant la sphère réelle, tout en tenant compte de l'impératif de l'efficacité de la dépense publique». Ce même responsable s'est dit satisfait de la qualité du partenariat avec l'Algérie et «a marqué la disponibilité du groupe de la Banque mondiale à travers toutes ses institutions à apporter tout son appui pour un accompagnement de notre pays dans ses efforts de développement économique», ajoute le communiqué. Le ministre des Finances a rencontré aussi le nouveau président de la Banque africaine de développement (BAD), ainsi que le président de la Banque islamique de développement (BID) avec lesquels il a été convenu de renforcer le partenariat. M. Benkhalfa a exprimé sa satisfaction pour l'appui de la BAD en matière d'assistance technique. Le président de la BAD, Akinwumi Adesina, a tenu «à réitérer la volonté de son institution à renforcer le partenariat avec l'Algérie et à en diversifier ses canaux», souligne le communiqué. Par ailleurs, le ministre a examiné, avec les responsables de la Banque de financement des investissements BPI-France, les possibilités d'appui technique et d'échange d'expérience pour le développement de la relation banque-PME en Algérie.

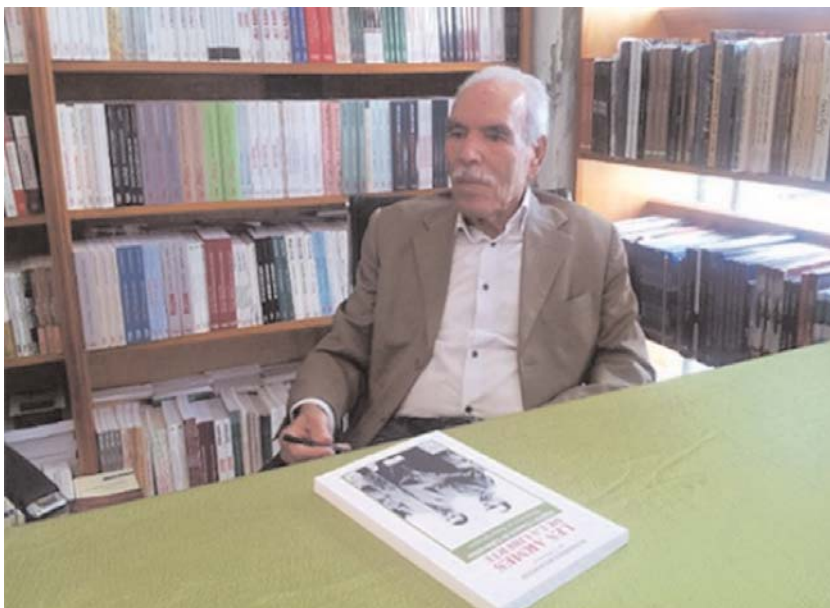
Hani T.

Un livre de grande valeur sur la guerre de Libération

# «Les armes de la liberté», précieux témoignage de Mohammed Boudaoud

■ «Les armes de la liberté» offre à lire les mémoires et témoignages du moudjahid Mohammed Boudaoud dit Si Mansour, recueillis et rédigés par les journalistes Mustapha Aït Mouhoub et Zoubir Khelaïfia et résumant son engagement d'officier dans les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN).

Ph. D. R.



Par Salem K.

Dans «Les armes de la liberté» qui vient de paraître aux éditions Rafar, le moudjahid Mohammed Boudaoud, dit Si Mansour, livre sa précieuse contribution à l'écriture de l'histoire de la guerre de Libération nationale, en apportant des éclairages inédits sur la lancinante question de l'approvisionnement des maquis en armes.

«Les armes de la liberté» offre à lire les mémoires et témoignages du moudjahid Mohammed Boudaoud dit Si Mansour, recueillis et rédigés par les journalistes Mustapha Aït Mouhoub et Zoubir Khelaïfia et résumant son engagement d'officier dans les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN).

Celui qui fut chargé de la coordination des cellules clandestines du FLN au Maroc pour l'achat et l'acheminement des armes apporte ainsi sa contribution à l'écriture de l'histoire de la guerre de Libération nationale à

travers ses activités à la tête de la direction de la logistique ouest (DLO). Une structure comptait un effectif total de 300 membres (la liste exhaustive est présentée en annexe). Trois d'entre eux M. Bounzou, Hamdane Ahmed et Saïd Ramdani évoquent leurs missions respectives au sein de cette section, enrichissant ainsi les données fournies par Si Mansour.

En consignait ses mémoires, Si Mansour apprend, de prime abord, à ses lecteurs que son destin révolutionnaire a été favorisé par une famille de révolutionnaires, dont le café algérois était réputé pour être une «plaque tournante» du militantisme indépendantiste, comme souligné par l'historien Daho Djerbal, dans sa présentation de l'ouvrage.

## De Taouarga à Rabat

Son éveil «précoce» au nationalisme prend ainsi racine dans son village natal de Taouarga (Tizi-Ouzou), plus précisément depuis sa première rencontre

avec le Parti du Peuple algérien (PPA) en 1943.

Dès 1946 et à l'âge de 19 ans, il décide de donner un nouvel élan à son militantisme en ralliant la capitale. Enrôlé dans l'Organisation secrète (OS), il fut chargé en 1950 par Hocine Aït Ahmed d'y effectuer sa première action, celle de préparer un commando pour libérer l'un de ses membres Bennai Ouali, lors de son transfert de la prison de Bordj-Ménaïel vers Alger.

A partir de juin 1955, il fut mis en contact avec Amar Ouramdane, alors chef de la zone IV, qui le chargea de se rendre au Maroc afin d'y procurer des armes, sous couvert d'activités commerciales.

Au fil des chapitres il raconte les longues et laborieuses péripéties d'acquisition et d'acheminement des armes depuis le voisin de l'ouest jusqu'aux maquis de l'ALN, mettant en exergue le caractère périlleux d'un tel processus pour ceux qui s'y sont engagés. Dans une illustration photo fournie par Si Mansour, on

découvre un Yaïci Abdelkader (dit Nouasri) amputé des mains: en 1959, il reçut un colis piégé par les Services de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) à Francfort (Allemagne) alors qu'il était désigné par le colonel Ouamrane comme chef de la Mission de prospection et d'achat d'armes (Mission Europe).

## Les grenades «anglaise et américaine»

Dans le chapitre consacré aux «ateliers des armes de la liberté», le témoignage retrace l'histoire de la création en 1956 de la première fonderie ayant fabriqué un modèle de ce qui était appelé «grenade anglaise», puis sur demande de Abdelhafidh Boussouf et de Houari Boumediene, la «grenade américaine».

Outre les récits dont il regorge à ce sujet, l'ouvrage est, par ailleurs, enrichi des copies de documents authentiques dont des rapports et ordres de missions, un message de «félicitations» adressé au concerné par le ministre des Liaisons générales et des communications, Abdelhafid Boussouf, à la suite d'une de ses missions couronnées de succès, etc.

Dans la foulée de ses confessions, le moudjahid «déterre», par ailleurs, quelques épisodes et faits aux relents controversés, à l'instar de l'absence «intrigante» de Abane Ramdane à la réunion historique du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) au Caire début 1958.

L'ouvrage, ventilé sur près de 200 pages et cédé au prix symbolique de 700 DA, aborde également «la crise de l'été 1962», où sont évoqués, entre autres, la rencontre de M. Boudaoud suivie d'une «prise de bec» avec celui qui allait être le premier président de l'Algérie indépendante, Ahmed Ben Bella.

On y prend également connaissance de sa première entrevue avec le président

Abdelaziz Bouteflika après l'indépendance à Rabat (et non pas à Tripoli comme écrit dans le livre, rectifient les auteurs).

## Une annexe foisonnante

L'annexe de l'ouvrage met à la disposition du lecteur, outre des rappels et des explications de repères, de faits et autres sigles y figurant, le fonds photographique inédit et personnel du moudjahid, montré aux côtés de nombreuses personnalités historiques et proches compagnons d'armes.

On y découvre notamment Si Mansour inspectant des usines d'armement au Maroc, des clichés soutenus par des explications détaillées sont apposées également en annexe, sur les différents ateliers de fabrication et de montage d'équipements militaires ainsi que les personnes qui en étaient en charge.

La rédaction d'un tel ouvrage ne devait pas être un exercice aisé, comme le souligne encore Daho Djerbal: «L'effort de production d'un récit de vie n'est pas toujours évident pour celles et ceux qui considèrent, encore à ce jour, qu'ils n'ont fait ni plus ni moins que leur devoir vis-à-vis de la patrie».

Au moment où les témoins vivants de l'épopée révolutionnaire se raréfient au fil des ans, le témoignage de Mohammed Boudaoud vient «rectifier» le déficit en matière d'écriture sur un aspect de l'épopée révolutionnaire qui n'a pas bénéficié de tout l'intérêt qu'il aurait dû susciter chez les historiens, chercheurs, universitaires, journalistes, etc.

Comme tout ouvrage qui n'a pas la prétention de «tout dire», «Les armes de la liberté» n'est qu'une modeste mais indispensable pierre à l'entreprise d'édification et de réhabilitation de la «vérité» de l'histoire, à travers une écriture «responsable et objective» de tous les épisodes, aussi conflictuels et dérangeants soient-ils.

S. K./APS

Oléiculture à Ain Defla

## Une production de près de 200 000 qx d'olives attendue

La production d'olives dans la wilaya de Ain Defla devrait atteindre 198 000 qx au terme de la campagne de cueillette 2015, en hausse par rapport à celle de l'année dernière (173 000 qx), a-t-on appris, hier, auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Cette prévision de récolte englobe 104 000 qx d'olives de table et 94 000 qx destinés à l'extraction de l'huile d'olive, a indiqué le responsable des statistiques du

secteur, Ammar Saâdi, signalant que le lancement de la campagne de cueillette est prévu pour fin octobre courant.

Un rendement moyen de 36 qx/ha devrait caractériser la production prévue pour cette saison, a indiqué M. Saâdi, notant que l'oléiculture dans cette wilaya est principalement concentrée dans les régions de Benallel, Ain Torki, Bathia, Djemâa Ouled Cheikh, Sidi Lakhdar, Boumedfaâ et Ain Soltane.

La prochaine campagne de cueillette touchera une superficie de 5 500 ha, soit 61,11% de la superficie globale consacrée à l'oléiculture (9 000 ha), a-t-il encore fait savoir.

Une quantité de 13 160 hectolitres d'huile d'olive sera extraite une fois la récolte engrangée, selon la même source, qui fait état de la présence de 6 huileries fonctionnelles sur le territoire de la wilaya (2 traditionnelles et 4 automatiques).

La filière devrait connaître une grande expansion ces prochaines années, notamment à la faveur de la généralisation des moyens modernes d'irrigation tel le système du goutte-à-goutte et la vulgarisation de l'itinéraire technique de l'oléiculture auprès des agriculteurs de la région ainsi que le respect des techniques de cueillette et de stockage, a-t-on soutenu de même source.

Rani Y.

Pour renforcer les capacités d'accueil

## De nouvelles structures universitaires à Ouargla

■ Parmi ces structures socio-pédagogiques, en cours de réalisation ou en voie de lancement, figure une résidence de 3 000 lits localisée dans la zone des équipements publics (flanc Ouest de la ville de Ouargla), sachant que les procédures administratives afférentes au projet sont finalisées et les entreprises réalisatrices sélectionnées.

Par Rabah R.

**D**e nouvelles structures sont projetées à Ouargla pour renforcer les capacités d'accueil de l'université Kasdi-Merbah, a-t-on appris dimanche auprès des responsables de cet établissement.

Parmi ces structures socio-pédagogiques, en cours de réalisation ou en voie de lancement, figure une résidence de 3 000 lits localisée dans la zone des équipements publics (flanc Ouest de la ville de Ouargla), sachant que les procédures administratives afférentes au projet sont finalisées et les entreprises réalisatrices sélectionnées, en attendant le lancement des travaux, a indiqué le recteur de l'université, Ahmed Bouterfaya.

Cette structure viendra s'ajouter à un projet similaire portant sur la réalisation d'une résidence de 1 500 lits sur le même site, dont la première tranche de 500 lits est en chantier, a-t-il ajouté.

L'université Kasdi-Merbah de Ouargla (UKMO), qui compte actuellement 11 résidences universitaires totalisant 11 600 lits, accueille des étudiants issus de



Ouargla et de wilayas limitrophes et même d'autres venus du Nord du pays, notamment ceux qui se sont inscrits dans certaines spécialités spécifiques, à l'instar des hydrocarbures, des énergies renouvelables, des sciences de la terre et de l'univers, a-t-il signalé.

L'UKMO a bénéficié dernièrement d'un projet de 10 000

places pédagogiques (opération en phase d'étude), en plus d'un centre pour les analyses physico-chimiques réalisés à 90% et d'un incubateur universitaire afin d'assurer l'accompagnement des porteurs de projets et promouvoir la recherche scientifique. En outre, d'autres projets sont en cours de réalisation, à l'instar d'une bibliothèque cen-

trale de 1 000 places, ainsi que d'un auditorium de 600 places et d'un siège pour l'administration.

L'université de Ouargla, avec ses 10 facultés, compte actuellement 27 493 étudiants, répartis sur près de 200 spécialités, dont 6 000 nouveaux bacheliers inscrits au titre de l'actuelle année universitaire.

R. R./APS

### Batna

## Ferroukhi appelle à la valorisation de la figue de barbarie

**L**e ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid-Ahmed Ferroukhi, a plaidé hier, pour la valorisation de la figue de barbarie après les expériences réussies dans plusieurs wilayas comme Tébessa et Souk Ahras.

Présidant à l'Ecole nationale des forêts la cérémonie d'ouverture d'un colloque national sur le développement et la valorisation du fruit de l'opuntia, en présence de l'ambassadeur du Mexique en Algérie, Juan José Gonzalez Mijares et deux experts de ce même pays, M. Ferroukhi a indiqué que cette rencontre de deux jours sera couronnée par l'adoption d'un plan d'action pour développer cette activité et orienter les acteurs de ce

segment agricole à s'inspirer des expériences de certains pays dont le Mexique avec lequel il est possible d'engager un partenariat en ce domaine.

L'objectif de la rencontre est de promouvoir la production de l'opuntia, planté sur 52 000 hectares à l'échelle nationale, notamment dans les zones steppiques orientales dont Souk Ahras, Tébessa, Oum El Bouaghi, Khenchela et Batna.

Le ministre avait auparavant présidé, au siège de la coopérative de céréales et légumes secs (CCLS), une cérémonie de distribution d'équipements d'irrigation à onze agriculteurs avant de s'enquérir des préoccupations d'agriculteurs venus de plu-

sieurs wilayas de l'Est du pays. Par ailleurs, lors de la cérémonie de lancement de la campagne nationale 2015-2016 des labours-semailles et de la célébration de la Journée nationale de vulgarisation agricole, M. Ferroukhi a appelé à exploiter les moyens existants, notamment le matériel agricole et les semences disponibles dans les 41 CCLS du pays pour développer la céréaliculture.

Au cours de sa tournée dans la wilaya des Aurès, le ministre a visité, à Batna, une exposition de produits agricoles et d'activités annexes avant de se rendre au siège de la station régionale des semences et à la pépinière de l'entreprise régionale de génie rural.

Ahmed H.

### Tlemcen

## Prendre en charge les préoccupations des citoyens

**L**e wali de Tlemcen, Ahmed Saci Abdelhafidh a insisté, hier, sur la prise en charge des préoccupations des citoyens surtout ceux habitant les zones éloignées pour impulser le développement local.

Présidant la cérémonie d'installation du nouveau chef de daïra de Mansourah, Djamel Gasmia, suite au mouvement partiel opéré dernièrement par le président de la République au corps des chefs de daïra, le wali

a insisté sur le travail de terrain et l'écoute des préoccupations des citoyens et leur prise en charge.

Le chef de l'exécutif a exhorté le nouveau chef de daïra à suivre le processus de développement que connaît la daïra de Mansourah afin de concrétiser les programmes élaborés pour un développement durable et l'amélioration du cadre de vie de la population.

Il a également mis l'accent sur la nécessité de rapprocher

davantage le citoyen de l'administration et d'accélérer le renforcement des services d'état civil des communes relevant de la daïra en vue de concrétiser l'opération de passeport et carte d'identité nationale biométriques.

A l'issue de la cérémonie, le wali de Tlemcen a effectué une visite à un nombre de zones rurales relevant de la daïra de Mansourah dont le village de Ouled Youcef où il a pris note

des préoccupations des citoyens liées essentiellement aux problèmes d'assainissement et d'alimentation en gaz naturel.

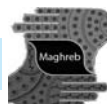
En réponse, Ahmed Saci Abdelhafidh a indiqué que les travaux de raccordement au réseau de gaz naturel seront lancés au mois de novembre prochain, tout en insistant sur l'accélération de la dotation de l'école primaire du village en chauffage.

Salim L.

## Boumerdès Coup d'envoi des sections d'alphabétisation en tamazight pour adultes

**LE COUP** d'envoi officiel des sections d'alphabétisation en tamazight pour adultes a été donné, hier, au Centre d'alphabétisation de la ville de Boumerdès, en présence du secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, et la présidente de l'Association algérienne d'alphabétisation «Iqraa», Aïcha Barki. Cette opération englobe, également, les wilayas d'Alger, Oran, Ghardaïa, Tizi-Ouzou, Béjaïa, Bouira, Sétif et Batna, selon ses initiateurs. D'autres wilayas du pays intégreront, progressivement, ce processus d'alphabétisation, selon un plan de généralisation couvrant tout le territoire national, mis en place au titre d'une convention paraphée, le 20 avril dernier, entre le HCA et l'Association Iqraa, a indiqué Si El Hachemi Assad, dans une déclaration à l'APS, en marge de la cérémonie organisée à l'occasion. Il a, en outre, signalé la programmation, le 17 octobre, au siège du HCA (Alger), d'une journée pédagogique de formation au profit des enseignants chargés d'assurer les cours d'alphabétisation à travers quelques wilayas concernées, avec la présentation du premier manuel destiné aux cours d'initiation et d'apprentissage de tamazight coédité par le HCA et l'Association «Iqraa», dans le cadre de la convention suscitée. Selon le SG du HCA, cette convention participe à l'accompagnement de l'Association «Iqraa», spécialisée dans le domaine, en vue de permettre à ceux ne connaissant pas cette langue de l'apprendre et de lui assurer, ainsi, la place qui lui sied dans la société. «Cette expérience est un modèle de partenariat efficace entre le HCA et une institution spécialisée, représentant la société civile et dotée d'une grande expérience en la matière», a-t-il ajouté. La convention signée stipule que l'Association mette à disposition un réseau de classes de cours, à travers le pays, en plus d'enseignants, au moment où le HCA assurera, de son côté, les manuels pédagogiques nécessaires, en plus des encadreurs et ce, dans le cadre des instructions du président de la République relatives à la généralisation de l'enseignement de tamazight en vue de la consécration de sa dimension nationale. Pour sa part, M<sup>me</sup> Barki a souligné, dans sa déclaration, que cette opération parachève la rentrée scolaire 2015-2016, lancée le 1<sup>er</sup> octobre dernier, au titre des efforts de contribution de son secteur dans la promotion de tamazight, conformément à la convention signée en la matière.

Hani H.



Appels à la formation d'un gouvernement d'Union en Libye

# L'Algérie estime la proposition de l'ONU «crédible»

■ L'ONU a proposé les noms du Premier ministre et des ministres appelés à faire partie du gouvernement d'union nationale et les deux Parlements rivaux doivent désormais donner leur aval à cette liste.

Par Salah Harirèche

Plusieurs appels ont été lancés samedi pour accélérer la formation d'un gouvernement d'Union nationale par les parties libyennes au dialogue dans un esprit de réconciliation au lendemain de la proposition par l'ONU d'une voie de règlement, qualifiée par l'Algérie de «crédible et réaliste».

«L'Algérie estime crédible et réaliste l'annonce par le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Libye de la formation d'un gouvernement dans ce pays», a précisé le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif.

L'ONU a proposé les noms du Premier ministre et des ministres appelés à faire partie du gouvernement d'union nationale et les deux Parlements rivaux doivent désormais donner leur aval à cette liste.

L'Algérie, qui a toujours œuvré pour «une solution politique au conflit libyen par la constitution d'un gouvernement de large Union nationale» a appelé toutes les parties libyennes «à examiner cette proposition ainsi que les recommandations et résolutions du Conseil de sécurité, avec attention, sagesse et responsabilité afin de favoriser une issue politique rapide à la crise», a ajouté M. Benali Cherif.

Le porte-parole du MAE a également souligné que «l'Algérie considère que la persistance de la situation actuelle est de nature à favoriser l'expansion du terrorisme et à faire peser de graves menaces non seulement sur la Libye mais également sur l'ensemble des pays voisins».

Quant au représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Bernardino Leon, il a estimé qu'après une année d'efforts déployés «dans ce processus avec plus de 150



personnalités libyennes représentant toutes les régions, le moment est enfin venu pour que nous puissions proposer la formation d'un gouvernement d'unité nationale».

## Une solution pour mettre fin aux souffrances des Libyens

Dans ce sens, les Etats-Unis et cinq Etats européens ont appelé les protagonistes du conflit libyen à former rapidement un gouvernement d'union nationale. Dans ce texte commun, les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni ont affirmé qu'il n'y avait plus de temps à perdre car «des retards dans la formation d'un gouvernement d'union nationale ne feront que prolonger les souffrances du peuple libyen

et donneront l'avantage aux terroristes qui cherchent à profiter du chaos».

Ils ont assuré de leur «soutien total» les responsables qui formeront ce gouvernement.

De son côté, le Conseil de sécurité de l'ONU a salué l'accord conclu sur la mise en place d'un gouvernement d'union en Libye et a demandé à tous les protagonistes de soutenir cet accord «dans un esprit de réconciliation».

Dans une déclaration unanime, les 15 membres du Conseil ont demandé «à toutes les parties libyennes de soutenir et de signer cet accord» et de «former rapidement» le gouvernement d'union.

Ils ont demandé à la mission de l'ONU en Libye (UNSMIL) d'aider à «coordonner l'aide internationale au futur gouverne-

ment d'union nationale».

Par ailleurs, les quinze membres du Conseil de sécurité ont rappelé que le comité des sanctions de l'ONU était «prêt à sanctionner ceux qui menacent la paix, la stabilité et la sécurité de la Libye ou cherchent à empêcher la réalisation de la transition politique». Près de quatre ans après la chute du régime de Mouammar Kaddafi, la Libye est plongée dans le chaos avec deux Parlements – et deux gouvernements – rivaux: le CGN (Congrès général national) sous la coupe de la coalition des milices Fajr Libya basé à Tripoli et un autre siégeant à Tobrouk (Est) reconnu par la communauté internationale.

«Plus de trois millions de personnes ont été affectées par les conflits armés et l'instabilité politique que connaît la Libye, dont

2,44 millions seraient dans une situation nécessitant une protection et une assistance humanitaire», a averti la semaine dernière l'Office des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

S.H./APS

## Au large de la Libye Plus de 500 migrants secourus

QUELQUE 523 migrants africains ont été secourus en Méditerranée au large des côtes libyennes, a annoncé samedi la Guardia Civil espagnole avec les gardes-côtes italiens. «Le bateau "Rio Segura", du maritime de la Guardia Civil et qui a participé à l'opération Triton en 2015, a sauvé 325 immigrés qui se trouvaient dans différents bateaux dans une zone à environ 25 miles de Tripoli», selon un communiqué. «En même temps, un autre navire des gardes-côtes italiens, "Nave Corsi", qui participe à la même opération, a demandé le transfert vers le navire de la Guardia Civil de 198 personnes supplémentaires qui avaient été secourues». Les personnes secourues sont 376 hommes, 125 femmes et 22 enfants, a détaillé la police espagnole, précisant que «certains d'entre eux ont des blessures et la gale, et sont soignés par l'infirmier de bord».

«Parmi les personnes sauvées par les deux bateaux il y a des ressortissants du Nigeria, de Gambie, du Sénégal, de Libye, de Côte d'Ivoire, de Guinée-Bissau et de Guinée équatoriale».

R. M.

## Tunisie

# La barrière de sable dressée avec la Libye vise à contrecarrer le trafic d'armes

Le ministre tunisien de la Défense, Farhat Horchani, a indiqué samedi, que l'objectif escompté à travers la barrière de sable dressée entre la Tunisie et la Libye n'était pas de freiner les activités agricoles et l'élevage du bétail, mais de contrecarrer la contrebande, notamment le trafic d'armes. Dans des déclarations à la presse, lors de la visite d'inspection au poste frontalier de Dhehiba à Tataouine, M. Horchani a souhaité la formation d'un gouvernement d'«entente nationale» en Libye qui en plus de faire respecter sa souveraineté sur l'ensemble du territoire libyen, sera le garant de la stabilité et de l'intégrité territoriale de ce pays, ce qui, a-t-il dit, «aura un impact positif sur la sécurité et la stabilité de la Tunisie». «La barrière de sable réalisée par le ministère de la Défense

a permis récemment de saisir deux voitures piégées à Dhehiba», s'est félicité le ministre tunisien de l'Intérieur, Najem Gharsalli qui accompagnait M. Horchani lors de cette visite. Lors de sa rencontre, vendredi, avec la coordination des partis au pouvoir, le chef du gouvernement tunisien, Habib Essid, a affirmé que les difficultés auxquelles son pays faisait face avaient des conséquences sur le taux de croissance. Il a ajouté que la situation était devenue encore «plus complexe» après les actes terroristes qui ont ciblé le secteur du tourisme, citant, en outre, la baisse des transactions économiques et commerciales avec la Libye. En réaction à la tentative d'assassinat du député Ridha Charfeddine, le président de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP),

Mohamed Ennaceur, a indiqué, samedi à Sousse, que la Tunisie continuera ses efforts de lutte contre «le terrorisme qui n'empêchera pas le pays de poursuivre son processus de développement». Il a, dans ce sens, rappelé que le bureau de l'ARP a décidé d'inviter, lundi, les ministres de l'Intérieur et de la Défense, à discuter de la situation sécuritaire prévalant dans le pays et de la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme. «Les réseaux terroristes sont sur place et attendent les ordres pour passer à l'acte, comme ce fut le cas pour la tentative d'assassinat de Ridha Charfeddine», a déclaré de son côté le secrétaire général de Nidaa Tounes, Mohsen Marzouk, ajoutant que «le terrorisme et la corruption sont les deux faces d'une même pièce».

Hani Y.



# Deux Palestiniennes tuées à Ghaza

■ Une Palestinienne enceinte et sa fillette de deux ans ont été tuées dans un raid aérien israélien, hier à Ghaza, lors d'une nouvelle journée de violences, Israël affirmant par ailleurs avoir déjoué une tentative d'attentat à la bombe.

Par Ali O.

Malgré les appels de la communauté internationale à la retenue, l'escalade des violences s'est poursuivie en Israël et dans les territoires palestiniens. Après Washington qui avait exprimé son inquiétude samedi, la présidence française a qualifié hier cette escalade «d'extrêmement (...) dangereuse», appelant les parties à «tout mettre en œuvre pour apaiser la



situation».

Tôt le matin, l'aviation israélienne a mené un raid à Ghaza en représailles au tir d'une roquette interceptée samedi soir par le système antimissiles

«Dôme de fer» dans le sud d'Israël, a indiqué l'armée, affirmant que la cible était «deux ateliers de fabrication d'armes du Hamas».

Selon des sources médicales palestiniennes, Nour Hassan, 30 ans, et sa fille Rahaf, 2 ans, ont été tuées dans le raid. Leurs funérailles hier risquent de donner lieu à une nouvelle mobilisation.

On ignore si le Hamas ou une autre force ghazaouie a tiré la roquette mais Israël tient «le Hamas pour responsable de toute agression» provenant de Ghaza, a prévenu le porte-parole de l'armée, le colonel Peter Lerner.

Cette roquette était la deuxième tirée sur Israël depuis que Gaza, qui sort de trois guerres avec Israël en six ans, s'est

retrouvée entraînée dans la spirale des violences. Israël a par ailleurs affirmé avoir déjoué le premier attentat à la bombe depuis le début du cycle des violences.

L'incident survenu hier en Cisjordanie occupée, sur une route près de la colonie israélienne de Maalé Adoumim, a réveillé le spectre des attaques qui avaient semé la terreur chez les Israéliens pendant la deuxième Intifada. Selon les Affaires étrangères israéliennes, le dernier attentat à la bombe remonte au 21 novembre 2012 à Tel Aviv.

Cependant, les circonstances de l'incident de hier demeurent extrêmement confuses.

Un policier a repéré un véhicule à ses yeux suspect puisqu'il circulait sur une voie réservée aux bus, et lui a ordonné de s'arrêter, a rapporté la police. La conductrice est sortie du véhicule, le policier s'est approché. La femme a crié «Dieu est grand» en arabe et une bombe a explosé dans la voiture, a indiqué une porte-parole de la police, Luba Samri.

Interrogée par l'AFP, elle a affirmé qu'il s'agissait d'une tentative d'attentat suicide. La conductrice, une Palestinienne de Jéricho (Cisjordanie), âgée de 31 ans, est grièvement blessée. Elle avait dans un premier temps été donnée pour morte. Un policier a été légèrement atteint. La conductrice a été fouillée sur place à la recherche d'une éventuelle ceinture d'explosifs. Des photos de sa voiture la montrent très peu endommagée. On ignore comment l'explosion a été déclenchée.

Depuis le début de la vague de violences, 23 Palestiniens ont été tués, dont sept auteurs pré-

sumés d'attaques à l'arme blanche, ainsi que quatre Israéliens. Israël a arrêté des centaines de Palestiniens.

Les violences se sont étendues à la bande de Ghaza où neuf jeunes Palestiniens ont été tués vendredi et samedi par les soldats israéliens le long de la barrière qui, avec la frontière égyptienne, enferme hermétiquement Ghaza.

Ils manifestaient avec des centaines d'autres leur solidarité avec la Cisjordanie et Jérusalem et donnaient libre cours à la hargne causée par les privations et une réclusion presque totale.

Violents, ils menaçaient de créer une brèche dans la barrière et de s'en prendre aux populations israéliennes, a affirmé l'armée israélienne.

Les morts des derniers jours mettent à l'épreuve le cessez-le-feu tendu observé depuis fin août 2014. Le chef du Hamas à Ghaza, Ismaël Haniyeh, a parlé de nouvelle intifada et a assuré que Ghaza y prendrait part.

La Cisjordanie occupée ainsi que Jérusalem-Est, partie palestinienne de la ville annexée et occupée par Israël, continuent à être secouées par les heurts entre jeunes et forces de l'ordre israéliennes. Les agressions mutuelles entre Palestiniens et colons israéliens et les attaques au couteau contre les juifs ou les Israéliens se sont multipliées. L'importante communauté des Arabes israéliens s'agite elle aussi.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a annoncé hier le renfort de plusieurs compagnies de gardes-frontières réservistes à Jérusalem. A. O.



## Points chauds

### Difficultés

Par Fouzia Mahmoudi

Au sein de l'UE aujourd'hui de plus en plus de ressources sont consacrées à la mise en place de moyens pour gérer le mieux possible l'afflux grandissant des migrants, qui sont des milliers à accoster chaque mois sur le vieux continent, alors même que de nombreux pays européens souffrent de difficultés financières sévères. Le Premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, a estimé il y a quelques semaines à Berlin que «la crise migratoire actuelle était le plus grand défi pour l'Europe pour les années à venir». «Nous devons trouver une réponse face à ce grand défi», a insisté le dirigeant conservateur lors d'une conférence de presse avec son homologue Angela Merkel. L'Espagne a connu à ses frontières des tragédies similaires à celles qui se déroulent actuellement ailleurs, à d'autres frontières de l'Union européenne, a-t-il rappelé. La chancelière allemande a pour sa part souligné que si son pays acceptait les Syriens en nombre sans les renvoyer vers le pays européen dans lequel ils sont arrivés c'est qu'ils ont de grandes chances d'obtenir le statut de réfugiés. «Ce n'est pas une surprise et ça devrait être en fait la même chose dans tous les pays européens», a-t-elle ajouté, alors que son pays prévoit d'accueillir, en 2015, 800 000 candidats à l'asile, plus que tout autre pays européen. Les deux dirigeants conservateurs ont insisté aussi sur la nécessité d'une politique migratoire et d'asile commune aux pays de l'UE avec la mise en place notamment d'une répartition équitable des candidats à l'asile, l'ouverture de centres devant faire le tri aux frontières européennes entre migrants économiques et réfugiés, notamment en Italie et en Grèce. «La position espagnole sera constructive (lors de la prochaine réunion des ministres européens de l'Intérieur et de la Justice). L'Europe a besoin d'accords, de solidarité», a dit Rajoy, tout en accusant la Commission européenne, Rome et Athènes de ne pas en faire assez. «Nous devons maintenant travailler à réussir la mise en place d'une politique d'asile commune (...) et non pas nous accuser les uns les autres, nous devons changer les choses», a pour sa part jugé Merkel. Reste à savoir, toutefois, comment les pays de l'Union européenne feront pour surmonter leurs divergences dans leur politique face à l'afflux de migrants. Les pays de l'Est ont pour leur part très tôt signifié leur refus d'accueil de tout quota et semblent bel et bien décidés à se débarrasser de tous les migrants qu'ils arrêteront sur leur sol. La Hongrie ayant aujourd'hui la position la plus dure sur la question. Des sanctions pourraient même être décidées par Bruxelles pour «punir» l'attitude anti-migrants de Budapest, ce qui aurait certainement pour conséquences de rendre les relations entre les pays de l'Ouest et de l'Est encore plus difficiles et de creuser un véritable schisme entre les deux blocs. Reste à savoir si Berlin notamment privilégiera le dialogue ou si Merkel, en présidente non-élue de l'UE, décidera que la Hongrie et les pays qui suivent son exemple doivent être sanctionnés ou pas. F. M.

## Attentat à Ankara

### La Turquie commence à enterrer ses morts

La Turquie sous le choc enterrait hier les premières victimes de l'attentat le plus meurtrier de son histoire, qui a fait au moins 95 morts à Ankara dans une manifestation pour la paix prokurde à trois semaines des élections législatives anticipées. Sur fond de fortes tensions politiques, le Premier ministre islamo-conservateur Ahmet Davutoglu a décrété trois jours de deuil national après l'attaque qui, en l'absence de revendication, suscite de nombreuses questions dans le pays. «Une bombe dans nos cœurs», a titré hier le quotidien *Hürriyet*. «Profondément en colère, le public attend de savoir qui est derrière l'attaque».

Tous les drapeaux du pays ont été mis en berne et les premiers morts rendus samedi soir à leur famille par les médecins légistes devaient être inhumés dans la journée. Un rassemblement était également prévu dans la matinée sur le site de la double explosion qui a ravagé samedi matin aux abords de la gare centrale d'Ankara. Le dernier bilan, encore provisoire,

rendu public dans la nuit par les services de M. Davutoglu a fait état de 95 morts et de 246 blessés, dont 48 se trouvaient toujours samedi soir dans un état jugé critique.

Le principal parti prokurde du pays, le Parti démocratique des peuples (HDP), a parlé sur son compte Twitter d'un bilan de 128 morts, non confirmé par les autorités.

L'attentat s'est produit samedi à 10h04 (07h04 GMT). Deux puissantes déflagrations ont secoué l'esplanade de la gare de la capitale turque, où des milliers de militants venus de toute la Turquie se rassemblaient à l'appel de plusieurs syndicats, d'ONG et partis de gauche pour dénoncer la reprise du conflit kurde.

Quelques heures plus tard, le Chef du gouvernement a affirmé détenir de «fortes preuves» que l'attentat avait été commis par deux kamikazes.

Le président Recep Tayyip Erdogan a dénoncé une «attaque haineuse» contre «l'unité et la paix» du pays et promis «la réponse la plus forte» contre

ses auteurs.

Comme de nombreux autres chefs d'État, le président américain Barack Obama a exprimé la «solidarité» des États-Unis avec la Turquie contre le «terrorisme». Cet attentat est le plus meurtrier jamais commis sur le sol turc.

En l'absence de revendication, M. Davutoglu a pointé du doigt trois mouvements susceptibles, selon lui, d'en être l'auteur: le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le groupe État islamique (EI) et le Parti/Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP-C) d'extrême gauche.

Mais le chef de file du HDP, Selahattin Demirtas, a lui mis en cause la responsabilité directe du gouvernement, dénonçant un «État meurtrier qui s'est transformé en mafia».

A Istanbul et dans plusieurs villes du pays, des milliers de personnes ont conspué samedi le gouvernement aux cris de «Erdogan meurtrier». Des manifestations prokurdes similaires se sont déroulées en Europe, notamment en France et en Allemagne.



Clôture du Festival international de la bande dessinée d'Alger

# Un grand nombre de jeunes prouvent leur talent

■ La huitième édition du Festival international de la bande dessinée d'Alger a connu une grande participation étrangère ainsi qu'une forte affluence des amoureux du neuvième art. Clôturé samedi soir, le festival a été un espace ouvert à tous les amoureux de la BD. Cet événement, qui a réussi à réunir les grands bédésistes du monde, a été une occasion pour encourager les jeunes talentueux et décerner des prix aux lauréats de cette édition.

Ph. / DR



Par Abla Selles

Les jeunes dessinateurs Kawther Touahria et Racim Bey Benyahia ont reçu respectivement les prix du meilleur espoir scolaire et celui du meilleur jeune talent des concours nationaux du huitième Festival international de la bande dessinée d'Alger (Fibda) qui a pris fin samedi soir.

Le jury de ces concours présidé par le plasticien et journaliste Jaoudet Guessouma a attribué les deuxième et troisième prix du concours jeune talent respectivement à Mohamed Reda Bari et Nadjib Laïb, alors que les deux autres prix de la catégorie espoir scolaire sont revenus à Yasmine Aboura et Tarek Meddahi. Plusieurs mentions du jury ont également été attribuées à de jeunes dessina-

teurs en guise d'encouragement, à l'instar du prix de l'originalité revenu à Nesrine Aboura, le prix du scénario attribué à Daoud Ibrahim ou le prix du dessin accordé à Yazid Torch.

La cérémonie de clôture de cette huitième édition de ce rendez-vous du neuvième art a également connu la remise du Prix de l'excellence de l'Union européenne, nouvellement institué, au dessinateur algérien Noureddine Aïssaoui. Ce prix, doté de 2 500 euros, comprend également une résidence de formation et d'échange à Bruxelles pour le lauréat, organisée par l'association «La Maison Autrique».

Inaugurée le 6 octobre, la huitième édition du Festival international de la bande dessinée d'Alger a proposé au public des expositions dédiées à la bande dessinée russe, cubaine, chinoise et algérienne, à travers des dessinateurs comme Gyps, Abdelkrim Beneddine, Ali Moulay, Abbas Kebir ou encore Hebrin.

L'invité d'honneur de cette édition, la Corée du Sud, a invité les visiteurs à découvrir le «Manhwa», un genre de manga coréen alors que les planches du dessinateur Redouane Assari, qui avait fait partie de l'aventure «M'qidech» au début des années 1970, étaient mises à l'honneur.

Très populaire chez le jeune public, le concours de déguisement «Cosplay» organisé par l'éditeur «Z link» en partenariat avec l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda) a rencontré cette année encore un grand succès au même titre que les performances réalisées sur place par les dessinateurs et caricaturistes.

A.S.

Auditorium Aïssa-Messaoudi de la Radio algérienne

## Le «Quintet de saxophones du Conservatoire de Séville» enchante les Algérois

L'orchestre espagnol «Quintet de saxophones du Conservatoire de Séville», dirigé par Alfonso Padilla Lopez, a animé samedi soir à Alger un concert, marqué par la variété des styles proposés dans un programme prolifique rendu devant un public recueilli.

L'Auditorium Aïssa-Messaoudi de la Radio algérienne a accueilli 80 mn durant la formation sévillane qui a repris des œuvres dans différents registres de musique composées par de grands maîtres du saxophone.

De belles pièces connues du public, écrites dans les genres classique, jazz, rumba, valse, tango, traditionnel et populaire ou pastoral, inspirant gaieté, mélancolie, rapport à la terre, joie, amour et romance, ont été interprétées par le Quintet avec une harmonisation ouverte, créant des espaces dans l'imaginaire.

Usant de théories obéissant aux règles de l'écriture contrapuntique (superposition de mélodies soutenant celle principale), d'un accompagnement en tierce ou du contrechant, le Quintet a exploité de manière optimale les possibilités qu'offre la ligne mélodique de chaque titre exécuté.

*Suite Hellénique* dans ses quatre variations et *Memorias*, deux pièces de Pedro Fturalde, *Sevilla* de F. Albeniz, *Oblivion* d'Astor Piazzolla, *El Cant des Ocells* (art populaire), *Branora* de Phillip Geiss et *Tango Virtuoso* de Thierry Escaich, figurent parmi les pièces interprétées.

Répartis en cinq pupitres, les saxophonistes Francisco Rusillo Marquez (2<sup>e</sup> soprano), Javier Camara (alto), Sergio Calle (ténor) et Antonio Sagrado (baryton) bien dirigés par leur professeur au Conservatoire Alfonso- Padilla Lopez (soprano), ont brillé

de virtuosité avec un jeu précis et une technique des plus appréciées.

Présent pour la deuxième fois à Alger, Alfonso Padilla Lopez, se produisant dans un élan purement pédagogique avec les élèves qu'il forme au Conservatoire de Séville, a donné une prestation en février 2015 au Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger (MaMa).

L'assistance, applaudissant longtemps les musiciens, a pris part à une randonnée onirique à travers les pièces proposées, savourant chaque moment du spectacle dans l'allégresse.

Organisé par la Radio algérienne et l'ambassade d'Espagne à Alger, le concert de musique animé par le «Quintet de saxophones du Conservatoire de Séville» a été programmé pour une représentation unique.

L.B.

Constantine, capitale de la culture arabe

## Le long métrage «El Boughi» en premier tour de manivelle

La forêt d'El Baâraouia, dans la commune d'El Khroub (Constantine), a servi de décor, samedi, au premier tour de manivelle du long-métrage «El Boughi», en présence du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi. Le film, inscrit dans le cadre du programme du département Cinéma de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015» raconte l'histoire d'une passion impossible entre Djabballah Saâd El Annabi et la sublime Nedjima qui inspira un des plus beaux poèmes magistralement chantés par la mémoire vivante du malouf, Hadj Mohamed-Tahar Fergani. Selon le directeur de production, Hacene Benzerari, le

tournage de ce long-métrage réalisé par Ali Aïssaoui, et qui «repréend également, en partie, une période cruciale de l'histoire de Constantine, à savoir la chute de la ville», durera 105 jours. Le scénario est signé Saïd Boulmerka et la direction photo est confiée à Ahmed Messaâd, a-t-il également indiqué.

L'enveloppe financière allouée à la réalisation de ce film qui met en scène 86 comédiens, dont «90% sont issus de la wilaya de Constantine», est estimée à 60 millions de dinars, en plus d'un soutien de 5 millions de dinars apporté par le commissariat de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe», a précisé M.

Benzerari.

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a déclaré, de son côté, que le fait que cette «belle histoire d'amour impossible sorte de la poésie, du chant et du théâtre pour devenir un film de cinéma est un «plus». M. Mihoubi escompte même que cette production cinématographique pourra s'inscrire dans le «top» des meilleurs films algériens à l'image de la mémorable fresque de Cheikh Bouamama.

Au total, quinze productions cinématographiques, entre documentaires, courts-métrages et longs-métrages, seront produites par le département Cinéma du commissariat de la manifestation culturelle, a révélé

à l'APS le directeur du département Cinéma, Mourad Chouhri, avant d'annoncer que la projection des premiers films aura lieu «à partir du mois de décembre prochain».

Les nouvelles productions seront «accompagnées» d'un programme de projection de films réalisés dans le cadre des manifestations «Alger, capitale 2007 de la culture arabe», «Tlemcen, capitale 2011 de la culture islamique», selon le même responsable qui a aussi fait savoir que les grandes productions ayant marqué l'histoire du 7<sup>e</sup> art algérien ont été projetées dans les salles de la capitale de l'est algérien.

M.K.

### RENDEZ-VOUS CULTURELS

**Galerie Asselah-Hocine**  
Jusqu'au 22 octobre :  
Exposition «Le Villageois» de  
l'artiste peintre Rabah  
Bouffoura.

**Carrefour des Artistes**  
(Tahat el Fananin)  
Jusqu'au 15 octobre :  
Soirées chaabi animées par  
une pléiade d'artistes profes-  
sionnels.

**Palais de la culture**  
**Mohamed-Laid-Al-Khalifa de**  
**Constantine**  
Jusqu'au 12 novembre :  
Exposition collective intitulée  
«Al aswat al naouba».

**Galerie Aïcha-Haddad**  
Jusqu'au 22 octobre :  
Exposition «Rétrospective  
1969-2015» de Mahieddine  
Saidani.

## Coup-franc direct



## Une réaction digne

Par Mahfoud M.

Le joueur-vedette de l'USM Alger, Youcef Belaïli, vient d'être contrôlé encore une fois positif à une substance interdite après le contrôle subtil lors du match de championnat face au CSC. Le joueur devrait donc être sanctionné pour deux ans supplémentaires après les deux ans infligés par la CAF. C'est pratiquement la fin de carrière qui s'annonce pour ce joueur pourtant jeune et dont l'âge ne dépasse pas les 23 ans. Le président de l'USMA, Haddad, a pris sa décision en ne reconduisant pas le contrat de Belaïli qui devrait prendre fin à la fin de cette saison. Peut-on dire que c'est une décision juste après que des informations parlaient d'une possible reconduction de son contrat après la première sanction ? Certains penseront que cela est de l'hypocrisie étant donné que les dirigeants de l'USMA savent que le joueur aura du mal à revenir à son meilleur niveau après la fin de la sanction, mais en réalité le président de l'USMA a eu une réaction digne. Il faut savoir, en effet, qu'il ne souhaitait pas dans un premier temps entamer le moral du joueur surtout que certains pensent que c'est la naïveté de ce dernier qui l'a amené à procéder de la sorte et à consommer une substance interdite. Cependant et avec cette deuxième sanction, l'on ne peut pas dire que le joueur n'a pas fait exprès, d'où la déclaration du président qui l'appelle à assumer toutes ses responsabilités étant donné qu'il s'agit d'une personne majeure.

M. M.

## WA Tlemcen

## Omar Belatoui nouvel entraîneur

L'ENTRAÎNEUR, Omar Belatoui est parvenu à un accord avec la direction du WA Tlemcen, pour diriger la barre technique de ce club évoluant en championnat national amateur groupe Ouest de football, en remplacement de Bouali Tayeb, a-t-on appris samedi auprès du club. Omar Belatoui prendra ses nouvelles missions dimanche lors d'une première séance d'en-

traînement en prévision de la prochaine confrontation face au GC Mascara, selon la même source qui a ajouté que Sefraoui sera entraîneur-adjoint pour donner un nouveau souffle au WAT après des faux pas à domicile et à l'extérieur. Le WAT occupe actuellement la 11<sup>e</sup> place au classement après trois journées du championnat national amateur groupe ouest.

Championnat national amateur (3<sup>e</sup> journée)  
Cinq clubs sanctionnés d'un huis clos (LNFA)

CINQ clubs du championnat national amateur, toutes divisions confondues, ont écopé d'un match à huis clos suite à des entorses aux règlements au cours de la 3<sup>e</sup> journée, disputée les 2 et 3 octobre, a indiqué vendredi la Ligue nationale du football amateur (LNFA). Il s'agit de l'USM Annaba (Groupe Est), CR Béni Thour et MC Mekhadema (Groupe Centre) ainsi que JSM Tiaret et ASB Magnhia (Groupe Ouest), sanctionnés pour jets de fumigènes ou envahissement de terrain. L'USMAN, qui a remporté le derby bônois contre Hamra (2-0) a été sanctionné pour «jets de fumigènes sur le terrain, sans causer de dommages physiques» a précisé la LNFA, affirmant s'être basée sur l'article 49, alinéa C, pour prendre cette décision. Les représentants du Sud et sociétaires du Groupe Centre, CR Béni Thour et MC Mekhadema, confrontés eux aussi dans un chaud derby au cours de cette 3<sup>e</sup> journée ont écopé d'un match à huis clos cha-

cun «pour jets de fumigènes sur le terrain», sans causer de dommages physiques (Art 49, alinéa C). Dans le Groupe Ouest, c'est la JSM Tiaret et l'ASB Magnhia qui ont écopé d'une suspension de terrain pour «envahissement de terrain», respectivement contre le RCB Oued Rhiou et l'US Remchi. La JSM Tiaret avait perdu en déplacement (2-0) chez le RCBOR tandis que l'ASBM s'était fait surprendre à domicile, sur le même score, dans son derby contre l'US Remchi. Le joueur de l'ASBM, Mahieddine Rahou, a écopé d'un an de suspension, plus une amende de 40.000 DA pour «agression d'un officiel en fin de partie, sans lésion corporelle» (article 116, paragraphe A). La HB Chelghoum Laïd, sanctionné d'un huis clos lors de la précédente session de la commission de discipline devra disputer, lui aussi, la 4<sup>e</sup> journée sans public. Ce sera le vendredi 16 octobre courant, en accueillant l'AB Merouana au stade communal de Chelghoum Laïd.

Championnats du monde 2015 de boxe (1/2 finales 52 kg)  
Flissi affrontera Mamishzada en demi-finale

LE BOXEUR algérien Mohamed Flissi (52 kg) affrontera le N.2 mondial Elvin Mamishzada (Azerbaïdjan) en demi-finale des championnats du monde 2015 de boxe, prévue lundi à Doha. Flissi (N.3 mondial) s'est qualifié aux demi-finales en dominant le Costaricain Rodriguez David sur le score de 2 rounds à 1, alors que Mamishzada a battu le Britannique Ali Muhammad. Le vice-champion du monde algérien 2013 a assuré une médaille de bronze après cette qualification pour le dernier carré de la compétition. L'Algérie prend part à la 18<sup>e</sup> édition des championnats du monde avec une équipe de sept boxeurs, dont six ont été déjà éliminés. Au total, 258 boxeurs représentant 74 pays participent aux Mondiaux de Doha avec l'objectif de monter sur le podium et arracher les 23 billets qualificatifs pour les jeux Olympiques de Rio 2016.

## Equipe nationale

## Gourcuff sous pression

Le sélectionneur national, Christian Gourcuff se trouve dans une situation quelque peu difficile, depuis cette défaite, vendredi soir face à la Guinée lors de ce premier match amical en prévision des matchs comptant pour les éliminatoires du Mondial qui auront lieu au mois de novembre prochain.

Par Mahfoud M.

En effet, le driver des Verts ressent une certaine pression après cet échec qui devrait se répercuter sur tout le groupe, surtout que l'équipe a été sifflée à la fin de la rencontre par le public qui a été très déçu du résultat mais aussi par le rendement des joueurs qui était très loin du niveau qu'ils avaient pour habitude de montrer. Gourcuff sait maintenant qu'il devra se remettre en question pour le second match que disputera la sélection ce mardi face aux Lions de la Terengua du Sénégal et pour cela, il devra apporter quelques changements à son groupe. On croit savoir qu'il devrait faire appel à Belkaroui pour remplacer Tahart qui n'a pas été à la hauteur des espoirs placés en lui lors de ce premier match face aux Guinéens. Le défenseur du club tunisien, du Club Africain est prêt pour ce match et souhaite se donner à fond pour être au rendez-vous lors de ce match. Au poste d'arrière gauche, tout porte à croire qu'il fera confiance

Les Verts devront réagir



Ph. D.R.

au sociétaire de l'USMA, Brahim Bedbouda qui jouera ce match, même s'il devait être libéré au profit de son club employeur qui disputera une rencontre comptant pour la mise à jour du championnat de Ligue 1 face au MO Béjaïa. Le staff technique national devrait, par ailleurs, laisser le gardien, Zemmamouche, et le

milieu de terrain, El Orfi à la disposition des Rouge et Noir. Pour ce qui est des erreurs commises lors du premier match, on croit savoir que Gourcuff ne compte pas faire confiance à Slimani et Soudani dans le même temps au poste d'avant centre.

M. M.

## USM Alger

## Belaili contrôlé positif contre le CSC et suspendu pour deux ans

Le joueur de l'USM Alger Youcef Belaïli a été contrôlé positif pour dopage après avoir consommé un produit prohibé, lors du match de son équipe face au CS Constantine (2-0) comptant pour la cinquième journée du championnat d'Algérie de Ligue 1 Mobilis, disputé le 19 septembre 2015 à Constantine, a annoncé samedi la Ligue de football professionnel (LFP). Le milieu offensif usmiste est convoqué par la commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP), mardi prochain, précise la même source. Conformément à la procédu-

re, le joueur a été reçu par la commission fédérale médicale, il a reconnu les faits mais il a renoncé au droit de faire l'analyse de l'échantillon «B». Par ailleurs, le joueur, informé de sa convocation par la commission de discipline de la Confédération africaine de football (CAF), a renoncé également à se rendre au Caire (capitale d'Egypte) où se trouve le siège de la CAF. C'est la seconde fois que Youcef Belaïli est contrôlé positif pour dopage après une première lors d'un match de la Ligue des champions en août 2015. Le N.10 de l'USMA, auteur d'un

début de saison tonitruant avait subi un contrôle anti-dopage inopiné à l'issue du match MCE Eulma-USM Alger (0-1) disputé le 7 août dernier, dans le cadre de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique. L'ancien joueur de l'ES Tunis avait reconnu les faits qui lui sont reprochés et avait renoncé au droit de faire l'analyse de l'échantillon «B». La correspondance de la CAF lui avait été notifiée, ainsi qu'à son club qui prévoit une suspension de deux années de toutes compétitions nationale et internationale.

6<sup>e</sup> marathon international d'Imedghassen (Batna)

## Victoire de Cheikh Naoui

L'athlète algérois Cheikh Naoui a remporté haut la main, samedi, la 6<sup>e</sup> édition du marathon international d'Imedghassen (Batna), disputée entre le complexe sportif du 1<sup>er</sup> novembre et le tombeau numide d'Imedghassen, sur une distance de 42,195 km. Ce coureur qui a impressionné par sa fraîcheur, a pris le meilleur, au finish, sur les 1.201 participants venus de 9 pays (dont l'Algérie), en lâchant les autres marathoniens dans les derniers hectomètres pour franchir la ligne d'arrivée avec un temps de 2 h 22 mn et 34 secondes. La 2<sup>e</sup> place est revenue à un autre algérois, Slimane Moulay vainqueur de l'édition 2013, tandis que le constantinois Tayeb Fellali, a dû

se contenter de la 3<sup>e</sup> marche du podium. Le vainqueur a même regretté, aussitôt après l'arrivée de la course, de ne pas avoir été «bousculé» dans une course qu'il a menée de bout en bout et avec autorité. «Slimane Moulay était très costaud, mais je savais que je pouvais le battre au sprint», a-t-il indiqué. Le coup de starter de cette 6<sup>e</sup> édition du marathon d'Imedghassen a été donné au complexe sportif de la ville de Batna. Les concurrents ont parcouru les principales artères de la capitale des Aurès, par un climat très clément, avant d'emprunter un tracé à travers champs, pistes et routes goudronnées, en passant par le piémont du Djebel Bouatchaouane (El-Madher), où la seconde cour-

se (dite semi-marathon) a pris son envol. L'arrivée de cette compétition, qui a donné lieu à une belle fête, a eu lieu devant le majestueux mausolée numide d'Imedghassen où de nombreux citoyens se sont massés pour applaudir les coureurs. Selon Azzedine Guerfi, président de l'Association des «Amis d'Imedghassen», organisatrice de ce rendez-vous sportif avec le concours de la direction de la Jeunesse et des sports et la ligue de wilaya d'athlétisme, ce marathon constitue «un moyen de sensibiliser tout un chacun à la nécessité de préserver ce vestige, et de permettre aux visiteurs étrangers de découvrir l'histoire du pays».

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Durant les 9 derniers mois à Alger

## Plus de 24 000 infractions commerciales recensées

PLUS de 24 000 infractions commises par des commerçants activant dans la wilaya d'Alger ont été recensées durant les neuf derniers mois, a indiqué dimanche le chef de service de lutte contre la fraude et la protection du consommateur à la Direction du commerce, Hadjal Mohamed. Le bilan des activités de contrôle des agents de la Direction durant les neuf derniers mois, fait état de 24 161 infractions dont 19 136 liées aux pratiques commerciales et 5 025 infractions liées à la répression de la fraude et au contrôle de la qualité, a indiqué M. Hadjal. La plupart des infractions enregistrées concerne la vente de produits impropres à la consommation, le défaut d'affichage des prix et des tarifs et l'absence de registre du commerce. Les services de contrôle ont effectué durant la même période 128 234 interventions dont 69 169 liées au contrôle des pratiques commerciales et 59 065 à la répression de la fraude. Ces interventions ont enregistré des ventes sans facturation durant les neuf derniers mois estimées à 3,8 milliards DA contre 58 millions de DA de marchandises saisies. Concernant les opérations de saisie, 2 049 opérations ont été

enregistrées dont 1 614 concernent les produits alimentaires. Plus de 53 tonnes dépassant la valeur de 22 millions de dinars ont été saisies, sachant que plus de 14 tonnes de ces marchandises sont constituées de viandes impropres à la consommation. 27 tonnes de produits industriels d'une valeur dépassant 35 millions de dinars ont également été saisies. La wilaya d'Alger compte plusieurs espaces commerciaux dont 72 marchés de vente au détail et 40 marchés de proximité. Elle compte également 04 régions d'activité réparties à El-Djorf (Bab Ezzouar), El-Hamiz, Gué de Constantine et Jolie Vue. La direction du commerce de la wilaya d'Alger a mis en place un programme pour le contrôle de l'activité des commerçants répartis à travers le territoire de la wilaya durant 2015 qui touchera 206 010 commerçants à la fin de l'année, avec une moyenne dépassant 17 000 commerçants/mois. Ces opérations sont menées par des inspecteurs et agents de contrôle relevant de la direction.

Yanis G.

## Vestiges

### Appel d'offres pour la réalisation du musée du métro d'Alger

LE DIRECTEUR de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés, Abdelouahab Zekagh a annoncé dimanche à Alger le lancement le 29 septembre, d'un appel d'offres national et international, en direction des bureaux d'études pour l'élaboration d'une étude sur «la réalisation d'un musée souterrain et la valorisation des vestiges archéologiques révélées suite aux fouilles de la Place des martyrs». «L'appel d'offres destiné aux bureaux d'études nationaux et internationaux a été publié en vue de choisir les bureaux les plus expérimentés en matière de réalisation d'études sur les musées souterrains», a indiqué M. Zekagh dans une déclaration à l'APS. Quatre bureaux d'études seront choisis le 28 octobre en cours et qui devront par la suite passer un concours pour choisir le meilleur d'entre eux, a-t-il précisé. «Le bureau doit répondre à une condition essentielle contenue dans le cahier des charges: il doit avoir une grande expérience dans l'élaboration d'études sur la réalisation de musées souterrains», a-t-il dit. Après la réalisation de cette étude, un autre appel

d'offres national et international sera lancé pour choisir une entreprise de bâtiment pour la réalisation de ce musée à la Place des martyrs, a souligné M. Zekagh. «Les usagers du métro pourront au niveau de la station "Place des martyrs" faire un voyage à travers le temps, en visitant ce musée, avant de prendre le métro», a-t-il estimé. Lors de la réalisation des travaux du métro d'Alger, un trésor archéologique a été découvert au niveau de la Place des martyrs, qui remonte à différentes époques de l'histoire, ce qui a incité les responsables à décider de la réalisation d'un musée souterrain au niveau de cette station (sur une profondeur de 34 mètres). Lors du lancement des fouilles, en juin 2013, des sépultures d'enfants remontant au 17<sup>e</sup> siècle ont été découvertes, ayant permis l'exhumation de 117 dépouilles, outre 65 tombes remontant à l'ère byzantine, selon les chercheurs chargés des fouilles au niveau de la Place des martyrs. Des vestiges de l'ère ottomane ont été également trouvés dont Beit el-mel, la mosquée «El Sayeda» et le Palais du bey appelé «Ksar el djenina», ont-ils précisé. Yanis F.

## LE PRIX NOBEL DE LA PAIX ATTRIBUÉ À LA TUNISIE



Djalou@hotmail.com

## Arrestation de quatre dealers à Oran

### Saisie de 21 000 comprimés d'Ecstasy d'une valeur de 4 milliards

■ Les éléments de la sûreté de wilaya d'Oran ont mis hors état de nuire un réseau de quatre individus spécialisé dans la commercialisation de psychotropes et récupéré quelque 21 000 comprimés d'Ecstasy, représentant une valeur de 40 millions DA.

Par Kaci Y.

Le commissaire Abderrahmane Rahmani, responsable de la cellule de communication de la SW d'Oran a indiqué, au cours d'une conférence de presse, que ce réseau est le plus important activant dans l'ouest du pays. Il a été démantelé, il y a deux jours, sur l'axe Boutlelis-Aïn Témouchent. Les mis en cause sont âgés entre 25 et 30 ans. Agissant sur informations faisant état de la présence d'individus s'adonnant à la vente de comprimés d'Ecstasy, les policiers se

sont d'abord assurés de l'exactitude de ces informations avant de passer à l'action pour arrêter les quatre mis en cause en flagrant délit de possession et de commercialisation de psychotropes, a expliqué le même officier de police. Cette opération a permis la saisie de 21 000 comprimés d'Ecstasy, de deux véhicules légers, de deux motos ainsi qu'une somme de 1 000 euros et une autre totalisant 130 000 DA. Selon le même commissaire, la marchandise saisie représente un montant de 40 millions DA. Une procédure judiciaire a été lancée contre ces tra-

fiquants. D'autre part, le même officier a annoncé l'arrestation de six individus par les éléments de la sûreté de daïra d'Es-Senia. Il s'agit de repris de justice, âgés entre 21 et 28 ans, qui s'attaquaient aux citoyens et à leurs biens. Les policiers ont tendu une souricière qui a permis l'arrestation de ces individus et la saisie d'armes blanches, de deux cocktails Molotov, de deux motos, de deux véhicules touristiques ainsi que 40 bouteilles de boissons alcoolisées. Une procédure judiciaire a été également engagée contre les membres de ce gang. K. Y./APS

## Rassemblement devant le siège de la wilaya de Béjaïa

### Des organisations réclament une prise charge des réfugiés migrants

Plusieurs organisations de la société civile et des formations politiques dont la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH), le Comité de solidarité aux travailleurs de la wilaya de Béjaïa (CSTWB), la Ballade littéraire de Béjaïa (BLB), l'Union démocratique et social (UDS) Béjaïa et le Mouvement démocratique et social (MDS) ont tenu hier un rassemblement de protestation devant le siège de la wilaya. Les protestataires ont interpellé les pouvoirs publics pour assumer leur responsabilité quant à la situation des migrants et des réfugiés qui sont arrivés dans la wilaya de Béjaïa depuis plusieurs semaines. Les organisations ayant manifesté hier ont demandé aux pouvoirs publics de prendre des mesures urgentes, notamment «le regroupement de tous ces réfugiés dans des centres d'accueil et d'écoute afin d'établir le recensement de toutes ces personnes et surtout leur garantir une prise en charge sur tous les plans de façon à préserver leur dignité». Pour les organisateurs de cette action dont la CDDH

«cette étape ne sera que l'amorce pour un règlement définitif de cette situation». Dans une déclaration qui nous a été remise, les protestataires accusent les autorités de laisser-aller: «tous ces migrants ne se retrouvent sur notre territoire qu'avec l'assentiment de l'Etat algérien». Et ils rappellent que l'Etat algérien a signé toutes les conventions aux droits humains: «Celui-ci ayant paraphé et ratifié les chartes et les conventions relatives aux droits humains, notamment celle relative au statut des réfugiés et des migrants, a donc l'obligation et le devoir de prendre

en charge tous ces migrants en matière d'hébergement, santé, scolarité...», lit-on dans le document. «Fuyant la guerre, la misère, les réfugiés syriens et les migrants subsahariens cherchent refuge dans notre pays. La société civile de Béjaïa ne saurait admettre que des femmes, des enfants et des hommes se retrouvent dans l'errance et s'adonnent à la mendicité», lit-on encore dans la déclaration. Hocine Cherfa

## Tizi Ouzou

### Chute d'un ouvrier du 6<sup>e</sup> étage d'un immeuble

UN OUVRIER a fait une chute accidentelle, hier vers 14 heures, du haut d'un immeuble en chantier situé à proximité de l'école Saliha-Ouatiki de la haute ville de Tizi Ouzou. Selon les indications fournies par la Protection civile, la victime B. Merzouk (38 ans) est décédé sur les lieux.

Hamid M.